

ON NOUS ÉCRIT

Un renforcement de l'encadrement est nécessaire

ÉDUCATION • Laurent Vité réagit au nom de la Société pédagogique genevoise (SPG) à une lettre de lectrice¹ au sujet du débat sur l'introduction du mercredi matin à l'école à Genève.

Le débat sur une extension de l'horaire scolaire dans l'enseignement primaire est traversé par de nombreux enjeux. Il serait faux d'attendre de l'école qu'elle relève tous les défis. Ainsi, on pourrait penser que le fait que les élèves se rendent à l'école le mercredi va permettre de libérer du temps pour les mamans, ou pour les élèves d'apprendre mieux parce qu'ils passeront plus de temps à l'école et que cela leur donnera automatiquement plus de chances de réussite scolaire. Or, rien n'est moins sûr et il est à craindre au contraire que la loi introduisant le mercredi matin à l'école ne fasse figure de miroir aux alouettes au moment de répondre à ces problèmes bien réels. C'est ce que les référendaires dénoncent.

L'ajout de temps scolaire pour les élèves amène des effets positifs si l'encadrement des élèves est amélioré et ce n'est pas ce que propose la loi introduisant le mercredi matin d'école. Les postes inscrits dans la loi ne serviront qu'à compenser la présence accrue des élèves. La politique du réseau d'enseignement prioritaire propose deux mesures de renforcement de l'encadrement qui apportent une réelle plus-value aux apprentissages des élèves, notamment ceux d'origine sociale modeste: des effectifs de classe réduits et la présence d'une éducatrice sociale ou d'un éducateur social favorisant le lien entre la famille et l'école. Moins d'élèves en classe permet de prendre plus de temps pour les élèves les plus en difficulté, de soigner la relation famille école, et permet une meilleure collaboration entre les deux mondes, un meilleur soutien aux efforts que l'élève fournit à l'école et en dehors pour intégrer les connaissances scolaires. Les référendaires demandent que ces deux mesures soient appliquées dans un nombre d'éta-

blissements plus important qu'actuellement.

On pourrait penser que la présence des élèves à l'école le mercredi matin va permettre aux mamans qui s'en occupent majoritairement ce jour-là d'avoir plus de temps pour pratiquer des activités épanouissantes. Ce serait peut-être vrai pour les familles qui peuvent vivre sur un seul salaire, mais certainement pas pour celles nombreuses où les deux parents doivent travailler ou pour les familles monoparentales. Le temps gagné ne servira qu'à les rendre plus disponibles pour le marché du travail. De plus, d'après la loi, les enfants de 8 à 12 ans seront à l'école, mais pas les plus jeunes, pour lesquels le problème de la prise en charge le mercredi restera entier. Si la fonction de garde de l'école est bien réelle, il faut rappeler dans ce débat que les enfants ne vont pas à l'école pour être gardés ou parqués. Les problèmes évoqués sont très concrets et méritent que des solutions soient imaginées, mais il ne faudrait pas oublier que le but premier de l'école est de permettre à des enfants de se construire petit à petit les connaissances et les savoirs-être nécessaires à leur insertion sociale et professionnelle future.

La loi introduisant le mercredi matin va dégrader les conditions d'enseignement et d'apprentissage dans des domaines tels que les arts ou l'éducation physique essentiels à un développement global de l'enfant. C'est la raison fondamentale de la lutte de la SPG contre cette loi et non pas le «privilege du mercredi de congé», qui est et reste un jour de travail sans la présence des élèves pour les enseignants.

LAURENT VITÉ
Président de la SPG.

¹ Véréna Keller, «Pour une extension de l'horaire scolaire», *Le Courrier* du 30 août 2011.